

Santé

# Intégration de la médecine traditionnelle dans le système national de santé

Anita Jordanah TSOUMBA  
Libreville/Gabon

Le processus a été lancé hier à Libreville. Véritable avancée dans la reconnaissance de cette médecine millénaire, selon les tradipraticiens. Cependant, au vu des pratiques peu orthodoxes dénoncées chez certains tradithérapeutes, une sélection est nécessaire, afin de séparer le bon grain de l'ivraie.



Les participants face...



... aux officiels, pour un acte révolutionnaire.

**JUSQUE-LA** tolérée mais non reconnue, la médecine traditionnelle sera dorénavant intégrée dans le système national de santé. Le processus d'intégration de cette médecine millénaire dans le système national de santé a été lancé, hier, dans un hôtel de la capitale, au cours d'une cérémonie présidée par le vice-Premier ministre, mi-

nistre de la Santé et de la Prévoyance sociale, Paul Biyoghe Mba. En effet, dans l'optique de répondre aux besoins sanitaires des populations de plus en plus croissantes, notamment par une diversification de mode de traitements, le ministre de la Santé, sous la houlette de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), s'est engagé à

intégrer les tradipraticiens dans les soins de santé primaire et à favoriser la collaboration de ces praticiens avec d'autres professionnels de santé. «En Afrique et en Asie, 80% de la population continue d'utiliser des médicaments traditionnels plutôt que des médicaments modernes pour les soins de santé primaires», a indiqué le représen-

tant de l'OMS Gabon, Dr. Boureima Hama Sambo. Les avantages de cette médecine sont donc évidents. Par ailleurs, au vu des mésaventures enregistrées dans ce secteur, une réglementation en faveur de ces praticiens est nécessaire, selon les autorités sanitaires. « Les avantages de la médecine traditionnelle sont évidents pour tous, mais il ne fait aucun doute qu'une réglementation

et une organisation appropriée sont essentielles à la fourniture de produits et services de soins de santé de qualité, sûrs et efficaces. Il faut qu'on arrive à dissocier les ngangas des charlatans », recommande Paul Biyoghe Mba. Qui, comme pour joindre l'acte à la parole, a lancé une opération de recensement des tradithérapeutes auprès des différentes associations reconnues.

Ici et ailleurs

• Cinéma

"Star Wars" à l'assaut de la planète

Ils l'attendaient depuis dix ans : de la France à l'Afrique du Sud, des millions de fans ont découvert hier la suite de la saga "Star Wars". Ils ont été tenus en haleine par une impressionnante campagne marketing autour de ce 7e épisode présenté comme l'événement cinéma de l'année.

"Star Wars: Le Réveil de la force" a déferlé sur les écrans dès le début de la matinée dans une quinzaine de pays, principalement en Europe : France, Benelux, pays scandinaves, Italie, Suisse mais aussi Afrique du Sud et Maroc. Aujourd'hui, ce sera notamment le tour du Royaume-Uni et de l'Allemagne, puis celui des Etats-Unis demain.

Rassemblés par F.B.E.M

Affaire BR Sarl

## Le premier ministre évite le collectif des épargnants



Les membres du collectif des victimes de BR Sarl sur l'esplanade de la primature, hier.

Frédéric Serge LONG  
Libreville/Gabon

**NOUVEAU** rebondissement dans l'affaire BR Sarl hier. Après lui avoir exposé, le 17 novembre dernier, la filouterie à grande échelle dont ils sont victimes, les membres du collectif des épargnants floués de l'établissement de micro-finance Bâtisseurs de richesses Sarl (BR Sarl) se sont à nouveau rendus, mercredi,

chez le Premier ministre. Ne sachant plus à quel saint se vouer, aucune véritable suite favorable, à leur avis, ne vient apaiser leur détresse : certains ayant placé l'économie de toute une vie dans l'affaire. Conduits par leur collectif, les épargnants désemparés sont donc revenus auprès du chef du gouvernement pour écouter la suite à donner à cette affaire d'escroquerie dont ils ont été victimes. En raison d'un agenda de travail particulière-

ment chargé, le Premier ministre n'a, malheureusement, pu leur accorder l'oreille attentive qu'ils attendaient. Après une brève apparition sur l'esplanade de l'immeuble du 2-Décembre, juste pour s'adresser, pendant quelques minutes, aux ex-clients de la BR Sarl, Daniel Ona Ondo s'est éloigné pour honorer un rendez-vous important à l'extérieur. Les grognards, eux, n'entendent pas baisser les bras pour récupérer leur argent.

**Atelier de consultations des Organisations de la Société Civile gabonaises sur les critères et mode de désignation des représentants de la société civile dans le Groupe Multipartite le GI-EITI Gabon**

Date : Jeudi 17 Octobre 2015

Lieu : Beach Club

Les OSC, ayant reçu confirmation de leur invitation, sont informées que l'Atelier de consultation de la Société Civile, aura lieu le jeudi 17 décembre 2015, au Beach Club (Sablières), à partir de 8h.

Les OSC conviées sont priées de se munir de leur invitation.

Il est rappelé que sont exclusivement concernées, les OSC qui interviennent dans les catégories suivantes :

- OSC des ressources naturelles du secteur minier
- OSC des ressources naturelles du secteur pétrole
- OSC du secteur Environnement
- presse télévisée et presse écrite.

**Programme :**

**8h :** Enregistrement

**9h :** Mot du Président du GI-EITI Gabon

Pause café

**9h30 – 9h 45 :** Rappel du contexte et présentation de la méthodologie de l'atelier

**9h 45 -10h :** Revue des OSC Présentes

**10h-10h30 :** Présentation des critères et modes de désignation des représentants de la société civile

**10h30-11h30 :** Groupes de travail

**11h30-12h30 :** Plénière de restitution des groupes de travail

**12h30-14h30 :** Pause déjeuner

**14h30 :**

- Reprise des travaux
- Adoption du Rapport de synthèse de l'atelier.
- Clôture.